

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal d' Irak

N° 530 du 17.06.2012

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Irak" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site <http://turkmenfriendship.blogspot.com/2007/10/journal-dirak-de-m-lemaire.html>

d) Sur le site <http://turkmenfriendship.blogspot.com/2007/10/journal-dirak-de-m-lemaire.html>

e) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

f) et sur le site Palestine Solidarité : [http://www.palestine-solidarite.org/Journaux irakiens.htm](http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_irakiens.htm)

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire :

1 Dossier & Point de vue

1-1 Robert FISK : Les enfants de Fallujah : l'hôpital des horreurs.

2 Déclaration, courrier des lecteurs & témoignage

2-1 Robert Fisk : Les enfants de Falloujah : l'histoire de Sayef.

3 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

3-1 Lutte-ouvrière : La guerre américaine pour le pétrole n'en finit pas...

3-2 Manlio Dinucci : L'art de la guerre : Ceux qui nous défendent des atrocités.

1 Dossier & Point de vue

Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information.

1-1 Robert FISK : Les enfants de Fallujah : l'hôpital des horreurs.

Reportage spécial : Deuxième jour : Mort-nés, invalidités, difformités trop bouleversantes pour être décrites - ce qui se cache derrière la souffrance à l'Hôpital Général de Fallujah.

Les images s'affichent sur l'écran du premier étage de l'Hôpital Général de Fallujah. Et aussitôt le bureau de l'administrateur Nadhem Shokr al-Hadidi devient l'antichambre des horreurs. Un bébé avec une énorme bouche difforme. Un enfant dont une partie de la colonne vertébrale jaillit hors du corps. Un bébé qui a un énorme et horrible oeil de Cyclope. Un autre bébé qui n'a qu'une demi-tête, mort-né comme les autres, le 12 juin 2009. Encore une autre image apparaît sur l'écran : date de naissance 6 juin 2009, c'est un tout petit bébé qui n'a que la moitié d'un bras, pas de jambe gauche et pas de parties génitales.

"Il y en a tout le temps désormais" dit Al-Hadidi et une doctoresse entre dans la pièce et jette un coup d'oeil à l'écran. Elle a mis au monde certains de ces bébés mort-nés. "Je n'ai jamais rien vu de pareil dans toutes mes années de pratique" dit-elle à voix basse. Al-Hadidi parle au téléphone, accueille de nouveaux visiteurs dans son bureau, nous offre du thé et des biscuits pendant que les horribles images

continuent de défiler sur l'écran. J'ai demandé à voir ces photos pour m'assurer que les bébés mort-nés, les difformités étaient réels. Car il y a toujours un lecteur ou un spectateur pour dire que c'est de la "propagande".

Mais ces photos épouvantables en sont la preuve accablante. Le 7 janvier 2010, un bébé avec une peau jaune et fanée et des bras difformes. Le 26 avril 2010, un bébé avec une masse grise sur le côté de la tête. Un docteur près de moi parle de "tétralogie de Fallot", un déplacement des gros vaisseaux sanguins. Le 3 mai 2010 : une créature qui ressemble à une grenouille et dont - selon le docteur de Fallujah qui vient d'entrer dans la pièce - tous les organes essaient de sortir du corps".

C'en est trop. Ces photos sont trop horribles. On ne peut pas garder les yeux dessus tant on est submergé par la peine et l'émotion - et que dire des pauvres parents ! On ne peut tout simplement pas les publier. Les docteurs de Fallujah ont une attitude très digne. Ils savent que nous savons ce qui est arrivé. En vérité nous ne faisons pas une découverte. D'autres correspondants - dont mon collègue Patrick Cockburn - ont déjà fait des reportages sur la tragédie des enfants difformes de Fallujah. Ce qui est honteux, c'est qu'il n'y ait pas d'enquête sur les causes de ces difformités. Une doctoresse de Fallujah, une obstétricienne formée en Angleterre - qu'elle a quitté il y a 5 mois - qui a acheté à ses propres frais un scanner de £79000 pour sa clinique privée pour détecter les anomalies congénitales avant la naissance, se présente et me demande pourquoi le ministère de la Santé à Bagdad ne diligente pas une enquête approfondie sur les bébés difformes de Fallujah.

"Je suis allée voir le ministre" me dit-elle. "Ils m'ont répondu qu'il allait y avoir une commission. Je suis allée parler à la commission. Mais ils n'ont rien fait. Je n'arrive même pas à obtenir une réponse." Puis 24 heures plus tard, la même jeune femme a envoyé un message à un de mes amis, un docteur irakien, pour lui demander de ne pas mentionner son nom.

Si le nombre de bébés mort-nés à Fallujah est une honte, le personnel médical de l'Hôpital Général de Fallujah prouve son honnêteté en demandant sans arrêt aux gens de ne pas sauter aux conclusions. "J'ai mis ce bébé au monde" dit l'obstétricienne en montrant une photo sur l'écran. "Je ne crois que cela ait un rapport avec les armes étasuniennes. Les parents étaient consanguins. Les mariages tribaux consanguins sont courants ici. Mais il faut se rappeler que si des femmes accouchent chez elles de bébés mort-nés, elles ne nous le disent pas et les bébés sont enterrés sans que nous connaissions leur nombre". Les photos continuent à défiler sur l'écran. Le 19 janvier 2010, un bébé aux membres atrophiés, mort-né. Le 30 octobre 2010, un bébé avec la lèvre et le palais fendus, encore vivant, un trou dans le cœur, un défaut sur le visage, qui a besoin d'échocardiographie. "Un palais et une lèvre fendus sont des anomalies congénitales courantes", dit la doctoresse Samira Allani tout bas. "Mais c'est leur augmentation qui est alarmante". La doctoresse Allani a écrit un article scientifique sur "L'augmentation des anomalies à la naissance". Selon l'étude, les anomalies cardiaques congénitales, "ont atteint un niveau record" en 2010. Les chiffres continuent d'augmenter. D'ailleurs pendant que nous parlons une infirmière apporte un message au Dr Allani. Nous nous dirigeons immédiatement vers un incubateur près de la salle d'accouchement. Dans l'incubateur il y a un petit bébé de 24 jours. Zeid Mohamed est encore trop petit pour sourire mais il dort et sa mère le regarde à travers la vitre. Elle m'a autorisé à voir son bébé. Son père est un agent de sécurité et le couple est marié depuis trois ans. Il n'y pas d'antécédents familiaux de malformations congénitales. Mais Zeid n'a que quatre doigts à chaque main.

Dans les dossiers informatiques du Dr Allani il y a des centaines de Zeid. Elle demande à un autre docteur d'appeler d'autres parents. Accepteraient-ils de parler à un journaliste ? "Ils veulent savoir ce qui est arrivé à leurs enfants" me dit-elle. "Ils méritent qu'on le leur dise". Elle a raison. Mais ni les autorités irakiennes, ni les Etasuniens, ni les Anglais - qui étaient aussi impliqués dans le second combat de Fallujah où ils ont perdu quatre hommes - ni aucune des principales ONG ne semble capable ou désireuse de les aider.

Quand les docteurs réussissent à obtenir des fonds pour ouvrir une enquête, ils se tournent parfois vers des organisations qui ont clairement leur propre agenda politique. Pour ses recherches, le Dr Allani par exemple a reçu des fonds de "la Fondation du Kuala Lumpur pour criminaliser la guerre" un organisme qui a peu de chance d'innocenter les armes étasuniennes utilisées à Fallujah. Ceci aussi fait partie de la tragédie de Fallujah.

L'obstétricienne qui a demandé l'anonymat parle du manque d'équipement et de formation. « Les anomalies chromosomiques -comme le syndrome de Down- ne peuvent pas être corrigées avant la naissance. Mais une infection foetale, on pourrait la traiter et la guérir en prélevant un échantillon de

sang au bébé et à la mère. Malheureusement il n'y a pas de laboratoire équipé pour cela ici. Une transfusion de sang suffirait pour régler ce problème. Bien sûr cela ne répondra pas à toutes nos questions : Pourquoi y a-t-il une augmentation de fausses couches ici, pourquoi de plus en plus de bébés mort-nés, pourquoi de plus en plus de prématurés ? »

Le docteur Chris Busby, professeur associé à l'Université d'Ulster qui a étudié plus de 5000 cas à Fallujah reconnaît qu'on ne sait pas exactement ce qui a causé les malformations et les cancers. "Des gens ont dû être exposés à quelque chose qui a provoqué des mutations génétiques en 2004 quand les attaques ont eu lieu," a-t-il écrit il y a deux ans. Le rapport du Dr Busby auquel ont contribué Malak Hamdan et Entesar Ariabi, montre que le taux de mortalité des bébés à Fallujah est de 80 pour mille alors qu'il est de 19 en Egypte, de 17 en Jordanie et de seulement 9,7 au Koweït.

Un autre docteur de Fallujah me dit que la seule aide qu'ils aient reçue d'Angleterre est celle du docteur Kypros Nicolaidis, le responsable du département des soins néonataux de King's College Hospital. Il dirige une oeuvre de charité, la Foetal Medicine Foundation, qui a déjà formé un docteur de Fallujah. Je l'appelle. Il est fou de rage.

« Pour moi, le plus criminel dans tout ça, - dans toute cette guerre - c'est que les gouvernements anglais et étasuniens n'ont pas été fichus d'aller à Woolworths (enseigne de supermarchés - NdR) acheter des ordinateurs pour recenser les victimes de la guerre d'Irak. Un article publié dans le Lancet estime que leur nombre s'élève à 600 000. Mais la puissance occupante n'a pas eu la décence de mettre 500 dollars dans un ordinateur pour pouvoir dire "ce corps a été apporté aujourd'hui et son nom est untel". Aujourd'hui on a un pays arabe où le nombre de malformation et de cancers est supérieur à celui d'Europe et on a besoin d'une étude épidémiologique sérieuse. Je suis sûr que les Etasuniens ont utilisé des armes qui ont causé ces malformations. Mais le gouvernement actuel de l'Irak n'est pas à la hauteur et il n'y a pas d'étude. C'est très facile de ne rien faire - et il n'y a qu'un professeur fou et compatissant comme moi à Londres pour essayer de faire quelque chose. »

Dans le bureau de al-Hadidi, les photos continuent de défiler, indescriptibles. Comment décrire un nourrisson mort qui n'a qu'une jambe et dont la tête est quatre fois plus grosse que le corps ? (The Independent)

Robert FISK

11 mai 2012

Pour consulter l'original : <http://www.independent.co.uk/opinion/commentators/fisk/rober...>

Traduction : Dominique Muselet

URL de cet article 16661

<http://www.legrandsoir.info/irak-les-enfants-de-fallujah-l-hopital-des-horreurs-the-independent.html>.

2 Déclaration, courrier des lecteurs & témoignage

Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information.

2-1 Robert Fisk : Les enfants de Falloujah : l'histoire de Sayef.

Reportage spécial.

Première journée : Les obus au phosphore qui ont dévasté cette ville ont été largués en 2004.

Mais les enfants qui naissent aujourd'hui sont-ils aussi des victimes de la sale guerre américaine ?

Le petit Sayef, âgé de 14 mois, dans les bras de son papa Mohamed

Pour le petit Sayef, il n'y aura pas de Printemps Arabe. Il a juste 14 mois et il est couché par terre sur un mauvais matelas couvert d'une couverture rouge ; il pleure de temps en temps, sa tête a deux fois la taille normale et il est aveugle et paralysé. Sayeffedin Abdulaziz Mohamed - c'est son nom complet - a un doux visage sous son énorme tête et il paraît qu'il sourit quand d'autres enfants lui rendent visite et quand des famille irakiennes du voisinage entrent dans la pièce.

Mais il ne connaîtra jamais l'histoire du monde qui l'entoure, il ne jouira jamais des libertés du nouveau Moyen-Orient. Il ne peut bouger que ses mains et ne peut consommer que du lait parce qu'il ne peut pas avaler. Il est déjà trop lourd pour que son père puisse le porter. Il vit dans une prison dont les portes ne s'ouvriront jamais.

Il est aussi difficile de faire ce genre de reportage que de comprendre le courage de sa famille. Beaucoup des familles de Fallujah dont les enfants sont nés avec ce que les docteurs appellent des "anomalies de

naissance congénitales" préfèrent ne pas ouvrir leur porte aux étrangers parce qu'ils ont honte de leurs enfants au lieu de les voir comme la preuve éventuelle que quelque chose d'atroce s'est produit ici suite aux deux grandes batailles étasuniennes contre les opposants dans la ville en 2004 et un autre conflit en 2007.

Après avoir d'abord nié l'usage d'obus au phosphore pendant la seconde bataille de Fallujah, les forces étasuniennes ont fini par admettre qu'elles en avaient largué sur des bâtiments de la ville. Des reportages indépendants ont fait état d'un taux de malformations à la naissance à Fallujah beaucoup plus haut que dans le reste de l'Irak, sans parler des autres pays arabes. Personne, évidemment ne peut fournir la preuve incontestable que ce sont les munitions américaines qui ont causé la tragédie de Fallujah.

Sayef vit -c'est peut-être quand même le mot juste- dans le quartier al-Shahada de Fallujah dans une des rues les plus dangereuses de la ville. A notre arrivée nous voyons des flics - qui sont des musulmans sunnites comme tous les citoyens de Fallujah - devant la porte de la maison de Sayef avec leurs armes automatiques mais deux de ces hommes en uniforme armés entrent avec nous et sont visiblement émus par le bébé impuissant allongé par terre ; ils hochent la tête en signe d'incrédulité et de découragement. Mohammed, le père de Sayef, refuse, lui, de se laisser décourager.

« Je pense que tout cela vient de l'usage du phosphore par les Américains pendant les deux batailles, » dit-il. « J'ai entendu parler de tant de cas de malformations à la naissance chez les bébés. Il y a forcément une raison. La première fois que j'ai emmené mon bébé à l'hôpital pour la première fois, j'ai vu des familles qui avaient exactement les mêmes problèmes. »

Des études ont montré que depuis les batailles de Fallujah de 2004 on a recensé une augmentation importante du taux de mortalité et de cancer infantile à Fallujah ; Selon le dernier rapport, parmi les auteurs duquel se trouve un médecin de l'Hôpital Général de Fallujah, 15% des enfants nés à Fallujah souffrent de malformations congénitales.

« Mon fils ne peut pas soutenir sa tête, » dit Mohamed, en caressant la tête disproportionnée de son fils. « Il ne peut bouger qu'une seule main. Nous devons le nourrir au biberon. Il ne peut pas avaler. Parfois il ne peut même pas boire de lait et nous devons l'emmener à l'hôpital pour le mettre sous transfusion. Il était aveugle à la naissance. De plus, les reins de mon pauvre petit bonhomme ne fonctionnent plus. Il s'est paralysé. Il ne peut pas bouger les jambes. Il est aveugle à cause de l'hydrocéphalie. »

Mohamed prend les jambes inutiles de Sayef et les bougent doucement de haut en bas. « Après sa naissance, j'ai emmené Sayef à Bagdad pour le faire examiner par les meilleurs neurochirurgiens. Ils m'ont dit qu'ils ne pouvaient rien faire. Il avait un trou dans le dos qui a été fermé et un trou dans la tête. La première opération n'a pas réussi. Il a eu une méningite. »

Mohamed et sa femme ont dans les 35 ans. A la différence de beaucoup de familles tribales du secteur, ils ne sont pas consanguins et leurs deux filles, qui sont nées avant les combats de Fallujah, sont en parfaite santé. Sayef est né le 27 janvier 2011. « Mes deux filles aiment beaucoup leur petit frère, » ajoute Mohamed « et même les docteurs l'aiment bien. Tout le monde s'occupe de lui. Le docteur Abdul-Wahab Saleh a été merveilleux, sans lui Sayef ne serait pas en vie. »

Mohamed travaille pour une entreprise de matériel d'irrigation, son salaire est de seulement 100 dollars par mois et sa famille l'aide financièrement. Il n'était pas à Fallujah pendant le conflit et quand il est rentré après la seconde bataille, on avait fait sauter sa maison ; il a reçu de l'argent pour reconstruire sa maison en 2006. Il ne cesse de regarder Sayef tout en nous parlant et puis il le prend dans ses bras.

« Chaque fois que je le regarde, j'ai le cœur qui flanche, » dit-il les yeux pleins de larmes. « Je me demande ce qu'il va devenir. Il est de plus en plus lourd. C'est de plus en plus difficile de le porter. » Je demande alors qui est responsable du calvaire de Sayef. Je m'attends à ce qu'il se mette à injurier les Américains, le gouvernement irakien, le ministère de la santé. Les habitants de Fallujah sont décrits dans toute la presse mondiale comme des « pro-terroristes » et anti-Occidentaux depuis le meurtre et la crémation des quatre mercenaires américains en 2004 - l'évènement qui a déclenché les attaques sur Fallujah au cours desquelles près de 2000 Irakiens, civils et opposants, ont été tués en même temps que 100 soldats étasuniens.

Mais Mohamed reste un moment silencieux. Il n'est pas le seul père à nous avoir montré son fils difforme. « Je ne compte que sur l'aide de Dieu » dit-il. « Je ne demande à personne d'autre de m'aider. » Ce qui prouve, à mon sens, que Fallujah, loin d'être une ville de terroristes, compte de très braves gens.

Un peu d'histoire

La première bataille de Fallujah en avril 2004, a consisté en un siège d'un mois qui n'a pas permis aux forces étasuniennes de prendre la ville, considérée comme un bastion insurgé. La seconde attaque en novembre a rasé la ville. Une controverse a fait rage sur l'emploi possible d'obus au phosphore par les troupes étasuniennes. Une étude de 2010 fait état d'une augmentation du taux de mortalité, cancers et leucémies infantiles à Fallujah supérieur à celui constaté parmi les survivants de la bombe atomique larguée sur Hiroshima et Nagasaki.

mardi 8 mai 2012 - 07h:44

Robert Fisk

Lire également :

[« Falloujah, c'est pire qu'Hiroshima »](#) - 24 juillet 2010

[« Je ne cesse de penser à Falloujah »](#) - 14 avril 2009

25 avril 2012 - The Independent - Pour consulter l'original :

<http://www.independent.co.uk/opinio...>

Traduction : [Info-Palestine.net](#) - Dominique Muselet

Traduction : Dominique Muselet

3 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

3-1 Lutte-ouvrière : La guerre américaine pour le pétrole n'en finit pas...

Le texte ci-dessous est la traduction d'un article du groupe trotskyste américain *The Spark*, publié dans leur revue trimestrielle *Class Struggle*, n° 73 de février-mars 2012, quelques semaines après qu'Obama eut annoncé le retrait complet des troupes américaines d'Irak et le « succès complet » de leur mission ! L'article revient sur les raisons de cette guerre et sur les objectifs de l'impérialisme américain, qui n'ont rien à voir avec les discours officiels.

Bagdad, comme toutes les principales villes irakiennes, est le théâtre d'attentats meurtriers et sans fin...

Les Etats-Unis ont réussi là un joli travail de démolition de toute une nation.

À la fin du mois de décembre, le président Obama a annoncé la fin de l'occupation de l'Irak et de la terrible guerre de neuf années menée par les États-Unis. Essayant de dresser un tableau flatteur de la guerre, il n'hésita pas à la qualifier de « réussite remarquable ». Obama a même promis aux soldats américains de retour d'Irak que « toutes les batailles et les morts, le sang et la reconstruction, la formation et le partenariat ont tous permis d'atteindre le succès actuel... Nous laissons derrière nous un Irak souverain, stable et autonome, disposant d'un gouvernement représentatif et élu par son peuple. » La description d'Obama n'a rien à voir avec la réalité de cette guerre ou avec la situation en Irak. Les États-Unis ne quittent pas l'Irak, le gouvernement américain a seulement remplacé ses propres troupes par une importante armée de mercenaires payée par lui. En octobre, Jason Caffetz, élu républicain de l'Utah à la Chambre des représentants, a ainsi décrit « une forte augmentation du personnel des sociétés militaires privées en Irak : 17 000 personnes et 5 500 employés dans le secteur de la sécurité privée ». D'autres estiment le nombre de ces mercenaires à 35 000, nombre qui serait appelé à croître encore à l'avenir. L'ambassade américaine à Bagdad, qui se situe dans l'enclave fortifiée de la Zone verte (Green Zone), est devenue de loin la plus grande ambassade au monde, se transformant en une petite ville de 17 000 employés, mercenaires, membres des forces de sécurité, etc. Le département d'État américain [1] dirige également trois autres grands centres : un à Erbil, la capitale du Kurdistan irakien, un à Bassora, le port principal du sud riche en pétrole, et un à Kirkuk, situé dans la très convoitée région du nord riche en pétrole. Les États-Unis possèdent sept installations supplémentaires à travers le pays. Cela fait ainsi un total de onze sites opérationnels, qui sont autant de centres nerveux, de bases autonomes fortifiées installées aux points stratégiques.

Selon le New York Times (30 novembre 2011), l'armée américaine maintient officiellement quelques centaines de soldats comme « formateurs » ou « conseillers » sous l'autorité de l'Office of Security Cooperation (OSC) pour assurer « dans une très large mesure, la continuité de la relation américano-irakienne en matière de sécurité ».

De manière non officielle, un grand nombre de forces spéciales et d'agents de la CIA travailleront sous le commandement unifié des opérations spéciales (Joint Special Operations Command) comme l'a

reconnu l'ambassadeur américain James Jeffrey au cours d'une interview télévisée avec Ted Koppel [2] le 12 décembre 2011.

En outre, les États-Unis renforcent un contingent déjà fort de 40 000 soldats dans les autres pays du golfe Persique (sans inclure les troupes postées en Afghanistan). En décembre, par exemple, l'armée américaine a augmenté de 4 000 le nombre de soldats installés au Koweït, petit pays frontalier de l'Irak, qui s'élève ainsi à 27 000. Un nombre incalculable d'avions et de missiles américains peuvent bombarder l'Irak à tout moment, en partant de la cinquième flotte de l'US Navy qui patrouille dans le golfe Persique ou de l'une des bases militaires aériennes américaines situées dans les pays voisins de l'Irak.

En d'autres termes, les États-Unis ont simplement changé de façon d'intervenir militairement. Le Wall Street Journal du 10 décembre 2011 a précisément relevé ce fait en titrant : « L'Irak vers une nouvelle et large emprise des États-Unis ». Dans cet article, le journal décrit comment « l'implication des États-Unis est tout sauf interrompue. À la place de l'armée, c'est le département d'État qui assumera un nouveau rôle à une échelle sans précédent ». Les soldats américains sont désormais considérés comme des « employés » du département d'État.

Quant aux vantardises d'Obama qui prétend que la guerre des États-Unis a amené la « stabilité » en Irak, elles seraient risibles si la situation n'était pas si tragique. Les propres données accessibles du gouvernement américain montrent à quel point l'Irak demeure un des pays les plus violents et les plus dangereux de la planète. Près de 30 % des attentats terroristes dans le monde se produisent en Irak. La violence en Irak serait même plus élevée qu'en Afghanistan si l'on en croit le Rapport trimestriel de l'inspecteur général spécial pour la reconstruction irakienne (Quarterly Report of the Special Inspector General for Iraq Reconstruction, 30 octobre 2011).

Cette violence s'aggrave même. Le 23 décembre, une série d'explosions a frappé Bagdad, détruisant des écoles, des marchés, des appartements, tuant au moins 67 personnes et en blessant 185 autres. Ce fut la journée la plus meurtrière depuis plus d'un an. Le 2 janvier, le bilan a été encore pire avec 72 tués à Bagdad dans une autre série d'explosions.

À cela, il faut encore ajouter les luttes de pouvoir au sommet du gouvernement, qui contribuent certainement à accroître les conflits ethniques et religieux dans la société irakienne. Juste après le départ du dernier convoi de soldats américains d'Irak le 18 décembre, Maliki, le chef du gouvernement de coalition irakien, s'est attaqué à des membres de son propre cabinet, ceux qui appartenaient au plus grand parti de sa coalition, parti qui avait obtenu plus de votes que le propre parti de Maliki aux dernières élections. Un mandat d'arrêt pour acte de terrorisme fut émis à l'encontre du vice-président Tariq al-Hashemi qui fut forcé de trouver refuge au Kurdistan irakien. Deux jours plus tard, Maliki mettait son propre vice-Premier ministre, Saleh al-Mutlaq, « en congé prolongé ». Peu après, une bombe a explosé sur la route lors du passage du ministre des Finances, Rafie al-Esawi, qui ne fut pas lui-même touché, mais deux de ses gardes du corps furent gravement blessés.

La violence mortelle qui frappe l'Irak aujourd'hui est une conséquence de la stratégie américaine de diviser pour régner. Dès le début de la guerre, les États-Unis ont divisé les postes gouvernementaux en fonction des cliques religieuses et ils ont encouragé la formation de milices et de gangs dirigés par des seigneurs de guerre et par des chefs tribaux.

Un borbier « réussi »

Les États-Unis se sont lancés dans cette guerre avec l'idée, en tout cas pour le gouvernement Bush, que son armée renverserait Saddam Hussein et imposerait son propre ordre dans le pays. Au lieu de cela, après près de neuf années, l'armée américaine se retire d'Irak, la queue entre les jambes.

Lorsque les États-Unis ont retiré leurs soldats le 18 décembre 2011, ils ne l'ont pas fait en fanfare et étendards au vent. Au contraire, les derniers contingents sont partis furtivement au beau milieu de la nuit, accompagnés d'une armada d'hélicoptères qui surveillaient le sol pour parer à des attaques de roquettes et de blindés. Les militaires américains avaient visiblement si peu confiance en leurs homologues de l'armée irakienne qu'ils ont délibérément trompé leurs plus proches collaborateurs irakiens en leur faisant croire qu'ils les rencontreraient encore le lendemain. Il était évident qu'après neuf années de guerre, les États-Unis avaient créé un nouveau borbier.

Dès l'été 2009, les États-Unis retiraient leurs soldats des villes et bourgs irakiens, essayant ainsi de réduire la visibilité de la présence américaine en Irak et aussi, par la même occasion, de réduire le nombre de cibles américaines à la portée des insurgés. Un an après, l'armée américaine mettait

officiellement fin à toutes ses missions de combat et plaçait ses troupes dans des bases solidement fortifiées qu'elles n'allaient que rarement quitter. Mais les États-Unis ne pouvaient même pas vraiment protéger ces bastions. Le New York Times (26 juin 2011) rapportait que les attaques de roquettes et de mortiers contre les bases américaines s'étaient accrues au cours de l'année. En juin 2011 par exemple, quatorze soldats américains avaient été tués au cours d'attaques contre leurs bases. Même dans la très fortifiée Zone verte où trônait leur gigantesque nouvelle ambassade, les États-Unis restaient vulnérables. Des roquettes et des missiles ont atteint la Zone verte lorsque le vice-président Joseph Biden y effectua une visite surprise en juillet 2010. La zone fut également bombardée au cours de la visite du ministre de la Défense, Léon Panetta, en juillet 2011.

La présence même des troupes américaines accrut le ressentiment au sein de la population irakienne. Les médias américains qui couvraient la fin de l'occupation eurent beaucoup de mal à trouver auprès des Irakiens l'expression d'un autre sentiment que « bon débarras ». Ali Jassem, un ouvrier sans emploi de 32 ans à Bagdad, déclarait au New York Times : « Ils (les Américains) n'ont rien réalisé ou disons plutôt qu'ils ont réalisé des bombardements, des tueries et des explosions. Ils ont fait de fausses promesses. Ils ne nous ont rien apporté de bien, à nous, le peuple. Ils ont juste amené des politiciens qui ne se préoccupent que de leurs propres intérêts. » La colère contre l'occupation américaine était si forte que le Times a rapporté « qu'il est significatif que dans les zones sunnites comme chiites, il y en a pour dire que la vie était meilleure au temps de Monsieur Hussein... même ceux qui tremblaient encore au souvenir de la nature dictatoriale du régime » (13 décembre 2011).

La quasi-décennie de guerre a engendré de vrais problèmes au sein même de l'armée américaine. Depuis l'envoi de troupes supplémentaires en 2006-2007, des généraux, y compris au plus haut niveau, ont ouvertement fait part de leur inquiétude quant aux effets de la guerre en Irak, combinée à celle d'Afghanistan, sur leur armée. Cela a généré un énorme stress pour les soldats qui ont été envoyés trois, quatre, voire cinq fois dans les zones de combat. Parmi ceux qui ont servi en Irak ou en Afghanistan, 625 000 soldats démobilisés se sont inscrits pour obtenir des allocations d'invalidité. La démoralisation des soldats se reflète dans le fait que le nombre de suicides de soldats d'active ou de soldats démobilisés est plus élevé que le nombre de soldats américains tués en Irak. Les envois répétés dans les zones de combat risquaient de « briser l'armée » ou tout au moins de limiter fortement la capacité de l'armée à gérer d'autres « crises » ou « imprévus » comme les appellent les généraux.

Ensuite, il y a le problème de l'argent. Jusqu'ici, la guerre a coûté 800 milliards de dollars en neuf ans. Si l'on ajoute les autres dépenses en incluant les intérêts de la dette de l'État et le coût actuel des soins médicaux pour les vétérans, le coût total de la guerre s'élèverait à 4 000 milliards de dollars, selon les économistes Joseph Stiglitz et Linda Bimles.

Le général Karl R. Horst, chef d'état-major du Commandement central, a marqué son soutien enthousiaste au retrait de ses troupes d'Irak en déclarant au New York Times (29 octobre 2011) : « Je pense que c'est sain. Je pense que c'est efficace. Je pense que c'est pragmatique. » En d'autres termes, c'est « sain » pour l'armée et c'est à la fois une manière « efficace » et « pragmatique » de protéger les intérêts des compagnies pétrolières, qui, dans cette situation désastreuse, se contentent de contrôler quelques régions du pays, les régions où se trouve le pétrole.

Ils ont obtenu ce pourquoi ils étaient venus : le pétrole de l'Irak

En détruisant le vieil appareil d'État de Saddam Hussein, les États-Unis ont desserré l'emprise de l'État irakien sur l'industrie pétrolière. Et en jouant les divisions et les tensions ethniques et religieuses au sein du pays, les États-Unis ont potentiellement divisé cette industrie en deux : une partie contrôlée par le gouvernement central irakien et l'autre contrôlée par le gouvernement régional du Kurdistan irakien dans le nord du pays.

Les compagnies pétrolières se sont empressées de jouer les uns contre les autres. ExxonMobil, la plus grande compagnie pétrolière du monde, a signé un contrat avec le gouvernement central pour l'extraction des champs pétrolifères du sud, près de Bassora, région d'où provient aujourd'hui la plupart du pétrole irakien. Fin novembre, ExxonMobil a signé un contrat, qui lui était bien plus favorable, avec le gouvernement kurde pour des opérations de forage dans le nord du pays. Le gouvernement Maliki a menacé ExxonMobil de l'empêcher d'obtenir de nouveaux droits d'exploitation dans le sud. Mais ces menaces n'ont pas l'air d'avoir inquiété Royal Dutch Shell, Chevron et l'Italien ENI, qui ont annoncé qu'ils étaient eux aussi prêts à signer un accord avec le gouvernement régional kurde.

Si le gouvernement kurde arrive à maintenir un contrôle sur les ressources pétrolières qui se trouvent sur son territoire, cela encouragera les autres gouvernements régionaux à faire de même. Cela pourrait déclencher une nouvelle vague de combats entre des groupes de seigneurs de guerre, de chefs tribaux et/ou religieux qui se disputeraient les miettes laissées par les multinationales pétrolières et bancaires. Le résultat pourrait bien être un morcellement encore plus grand du pays, une balkanisation qui laisserait les réserves pétrolières encore plus vulnérables au pillage.

Évidemment, la production de pétrole a fortement été réduite du fait de l'invasion américaine et de la guerre civile qui s'en est suivie. Cependant, les grandes multinationales pétrolières, et les grandes banques qui les soutiennent, ont obtenu le contrôle d'une bien plus grande partie de la future production pétrolière irakienne et de ses profits qu'auparavant.

Il ne faut pas sous-estimer la valeur de ce butin. Les réserves pétrolifères connues de l'Irak sont aujourd'hui les troisièmes au monde et les géologues internationaux considèrent que des territoires encore non explorés recèleraient des réserves encore plus importantes. Ces réserves se situent à un faible niveau de profondeur, ce qui rend leur coût d'exploitation très bas, à peine un dollar le baril, en comparaison avec l'exploitation plus difficile des gisements en haute mer ou dans la toundra arctique. Ce pétrole est de haute qualité, ce qui rend son raffinage facile et peu coûteux.

La balkanisation de l'Irak peut bien sûr entraîner plus de désordres avec tous les risques que cela comporte pour l'industrie pétrolière. C'est pourquoi le gouvernement américain renforce les forces de mercenaires sous le contrôle du département d'État, et les compagnies pétrolières accroissent également leurs propres forces de sécurité et leurs mercenaires.

L'année passée, une vague de protestations a éclaté à travers tout le pays et s'est prolongée pendant plusieurs semaines. Les manifestants exigeaient de meilleurs services sociaux, de l'électricité, de l'eau, des prix stables pour la nourriture, plus d'emplois, moins de corruption (l'Irak est le quatrième pays le plus corrompu au monde selon Transparency International) et des réformes du système de gouvernement. Une grande partie de la colère fut également dirigée contre l'occupation américaine. Les manifestations ont varié en ampleur selon les endroits, mais elles ont eu lieu à travers tout le pays, de Bassora au sud, à Bagdad et Tikrit au centre et jusqu'à Mossoul au nord et Sulaimaniya dans la région autonome kurde. Elles traversaient les clivages sectaires et religieux.

Les plus grands dirigeants religieux comme Moktada al-Sadr, dont la base se situe dans les taudis chiites de Bagdad, et le grand ayatollah Ali al-Sistani s'opposèrent aux manifestations. Parallèlement, le gouvernement répondit par la force. De nombreuses sources rapportent que la police a tiré à balles réelles sur les manifestants, utilisé des gaz lacrymogènes, organisé des passages à tabac et procédé à des milliers d'arrestations. Après les avoir accusés d'avoir dirigé les manifestations, le gouvernement Maliki a fermé les locaux du Parti communiste irakien et du Parti national irakien.

L'opposition de la hiérarchie religieuse et la répression de l'appareil d'État rassurèrent les impérialistes américains au moment où ils s'apprêtaient à retirer leurs troupes d'Irak. Cela montrait que les autorités irakiennes pouvaient exercer un contrôle suffisant sur la population pour que la production de pétrole puisse se poursuivre.

Le prix payé par la population irakienne

Cette guerre a réduit ce pays en cendres. L'avenir de la population est déjà très sombre alors que la poursuite de la division du pays et la possibilité d'une guerre civile menacent de provoquer des désastres supplémentaires en plus de ceux qu'a déjà subis la population irakienne.

Les civils constituent de loin la majorité des personnes tuées au cours des neuf années de guerre. Les registres de l'armée américaine, divulgués par Wikileaks, énumèrent 122 000 civils tués. Selon l'enquête effectuée par l'ONG Just Foreign Policy, il y aurait près de 1,5 million de civils tués directement par la guerre ou à cause des conditions de vie créées par la guerre.

La CIA estime que le PIB par habitant est si bas que l'Irak est relégué à la 161e place dans le monde, alors qu'avant les deux guerres des États-Unis contre le pays, il était en tête du Moyen-Orient. L'Iran, après avoir subi des années d'embargo américain, des sanctions, des assassinats de ses scientifiques ou d'autres actes d'une guerre secrète, tient la 104e place, loin devant l'Irak.

Même les infrastructures les plus élémentaires sont pratiquement inexistantes. La plupart des 64 milliards de dollars que les États-Unis ont officiellement dépensés à la reconstruction de l'Irak, ont seulement enrichi les grandes entreprises de construction américaines et une poignée de nantis irakiens. La population se retrouve avec peu ou pas d'électricité et d'eau potable pendant que les eaux usées

inondent les rues. La population des villes et des bourgs proches des zones de production pétrolière, telle Bassora, la deuxième plus grande ville du pays, vit dans la suie et la fumée.

Les États-Unis ont largué en Irak des milliers de bombes comportant de l'uranium appauvri, un déchet radioactif qui provient de la production d'énergie nucléaire. Les chercheurs britanniques ont révélé une augmentation massive de la mortalité infantile et des taux de cancer dans des villes comme Falloujah qui furent lourdement bombardées, supérieurs à « ceux observés chez les survivants des bombardements atomiques d'Hiroshima et de Nagasaki ». Dans la province de Babil, le nombre de cancers avérés a grimpé de 500 en 2004 à 7 000 en 2008. À Bassora, le taux de leucémies infantiles a plus que doublé en quinze ans selon une étude publiée par l'American Journal of Public Health, il y a deux ans.

Alors que les États-Unis retiraient leurs derniers soldats du pays, certains journalistes se sont rendus dans la ville de Falloujah, à l'ouest de Bagdad, que les États-Unis ont assiégée et attaquée de manière massive à deux reprises en 2004 pour essayer de briser la résistance à l'occupation. Dans cette ville de 300 000 habitants, les médecins de l'hôpital local ont constaté la mort de près de 2 000 civils, surtout des femmes, des enfants et des personnes âgées, et l'on continue encore à extraire des squelettes des bâtiments bombardés. La majorité des habitants furent déplacés de leur domicile au cours du siège. La plupart sont revenus, mais il existe des milliers de sans-abri. Après le siège, le gouvernement a promis un programme de reconstruction.

Deux des projets avaient notamment été mis en avant : une station d'épuration de l'eau et un projet de traitement des eaux usées lancé en 2004. Sept ans après, le système d'égouts n'est pas achevé et la fin des travaux reste en suspens. La station d'épuration fournit de l'eau potable pour moins de 20 % de la population. Les quartiers qui ont subi l'attaque de plein fouet ont aujourd'hui des routes sales et poussiéreuses, encombrées de débris. « Tout va mal ici, déclarait un boulanger à un journaliste d'al-Jazeera (3 janvier 2012), pas d'eau, pas d'électricité, pas de bons soins médicaux. Nous avons entre 75 et 80 % de chômeurs. Les veuves n'ont pas de droits, pas d'indemnités. » Les luttes religieuses engendrées par la guerre ont poussé des familles à la rue. Parmi celles qui sont revenues, nombreuses sont celles qui sont à nouveau chassées par la reprise des combats. Le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés estime qu'il y a encore cinq millions d'Irakiens qui ont fui leur domicile.

Près de trois millions sont des réfugiés dans leur propre pays. Une grande partie d'entre eux sont entassés dans les 380 camps de réfugiés dispersés à travers le pays. Ils ont peu d'accès à l'eau propre, aux sanitaires ou aux soins médicaux. Nombreux sont considérés comme des squatters illégaux et ils ne peuvent pas obtenir les papiers administratifs nécessaires pour recevoir des allocations sociales, obtenir un emploi ou inscrire leurs enfants à l'école. Deux autres millions d'Irakiens ont fui l'Irak pour les pays voisins (Jordanie, Liban, Égypte et Syrie) avec peu d'espoir de s'insérer dans les communautés locales ou même d'obtenir un permis de séjour pour pouvoir avoir un emploi. Ceux qui se trouvent en Syrie, avec la montée de la violence, sont à nouveau déracinés et forcés de chercher un nouveau refuge.

Les femmes ont été particulièrement touchées. La guerre, les difficultés économiques et la poussée de l'extrémisme religieux ont entraîné une forte hausse de la violence à l'encontre des femmes, notamment des crimes « d'honneur », des viols et des kidnappings. Avant la première guerre du Golfe en 1991, l'Irak avait l'un des taux d'alphabétisation des femmes les plus élevés du Moyen-Orient. Il y avait en Irak plus de femmes employées dans des professions qualifiées, comme la médecine et l'enseignement, ou comme ouvrières, que dans la plupart des autres pays de la région. Aujourd'hui, la plupart des femmes sont forcées de rester à la maison, sans emploi et sans éducation. De nombreuses femmes irakiennes qui ont fui dans les pays voisins se sont retrouvées incapables de nourrir leurs enfants. Pour joindre les deux bouts, des dizaines de milliers d'entre elles, parmi elles des filles de 13 ans ou moins, ont été forcées de se prostituer.

Des bouledogues de l'impérialisme, mais aussi des victimes

Une autre génération d'Américains a été transformée en pitbulls de l'impérialisme, souffrant eux-mêmes de la destruction morale, physique et psychologique qu'une telle guerre impose à l'armée impérialiste elle-même.

Aux quelque 5 000 tués de la guerre, il faut ajouter les suicides qui continuent de progresser année après année, au fur et à mesure que les soldats reviennent. Selon l'Association des vétérans, toutes les 80 minutes un vétérans des guerres d'Irak et d'Afghanistan tente de se suicider, soit 18 par jour ou 6 600 par an. Il y a aussi l'augmentation de la violence à domicile, de l'alcoolisme, de la drogue, etc.

Les rapports du Pentagone ne mentionnent l'existence que de 32 226 blessés, ce qui sous-estime largement leur nombre réel. Plusieurs études ont été réalisées par le propre centre des traumatismes cérébraux du Pentagone, par la RAND Corporation [3], par le New England Journal of Medicine [4] et par le Department of Veterans Affairs (ministère des Anciens combattants). Ils estiment qu'un tiers de tous les hommes et femmes reviennent de mission en Irak avec des traumatismes cérébraux, des stress post-traumatiques, des dépressions, des pertes d'ouïe, des problèmes respiratoires, des maladies et autres problèmes de santé de long terme.

Des centaines de milliers de soldats, qui ont été brutalisés physiquement et psychologiquement, reviennent dans un pays où ils doivent faire face à des problèmes passés sous silence : premièrement obtenir des soins médicaux adéquats, un emploi et un domicile. Ce pays leur rend hommage en les présentant comme des « héros » de retour, mais ne reconnaît pas les dommages qu'ils ont subis.

Sans issue

Les États-Unis ont détruit un pays entier, ont imposé à la population irakienne une descente dans le chaos et la barbarie et une guerre qui, depuis le départ, était basée sur un tissu de mensonges. Cette guerre était dirigée par les intérêts des compagnies pétrolières, d'autres grandes multinationales et des plus grandes banques.

À ces neuf dernières années, il faut ajouter le prix sanglant déjà payé par le peuple irakien lors de la guerre Iran-Irak entre 1980 et 1988 que les États-Unis avaient encouragée, ainsi que la première guerre du Golfe en 1990-1991 et les bombardements intensifs qui l'ont suivie depuis. Le dernier chapitre de la guerre des États-Unis contre l'Irak n'est pas encore clos pour le peuple irakien, loin s'en faut.

Et c'est une guerre pour laquelle les soldats des États-Unis ont aussi payé un lourd tribut. Cette guerre n'est pas finie et ce ne sera pas non plus la dernière des guerres de l'impérialisme américain.

La guerre en Irak donne l'image exacte de l'impact gigantesque et barbare de l'impérialisme, du prix humain qu'il impose aux populations à travers le monde, y compris aux États-Unis, tout cela pour obtenir quelques dollars de profit supplémentaire.

25 avril

Avril 2012 - Lutte de Classe - Vous pouvez consulter cet article à :

<http://www.lutte-ouvriere.org/docum...>

3-2 Manlio Dinucci : L'art de la guerre : Ceux qui nous défendent des atrocités.

Qui doutait que Barack Obama ne méritait pas le Prix Nobel de la paix va devoir maintenant revenir sur son opinion. Le président a annoncé la création de l'*Atrocities Prevention Board*, un comité spécial de la Maison Blanche pour la « prévention des atrocités ». Il est présidé par son inspiratrice, Samantha Power, assistante spéciale du président et directrice pour les droits de l'homme au *National Security Council*, formé par les conseillers les plus importants en politique étrangère. Dans son ascension au pouvoir (auquel elle semble prédestinée par son nom), Samantha, aspirante secrétaire d'Etat, s'est toujours appuyée sur la dénonciation de présumées atrocités, attribuées à ceux qui, chacun à leur tour, sont désignés comme les ennemis numéro un des Etats-Unis. Sous l'aile de son patron, le puissant financier Georges Soros, Power a contribué à élaborer la doctrine « Responsabilité de protéger », qui attribue aux Etats-Unis et à leurs alliés le droit d'intervenir militairement dans les cas où, de leur avis sans appel, des « atrocités de masse » sont sur le point d'être commises. C'est grâce à ce type de motivation officielle, en particulier celle de protéger la population de Benghazi menacée d'extermination par les forces gouvernementales, que le président Obama a décidé l'an dernier de faire la guerre contre la Libye. La doctrine est maintenant institutionnalisée avec la création de l'*Atrocities Prevention Board*. A travers la Communauté d'intelligence (formée par la Cia et 16 autres agences fédérales), il établit quels sont les cas de « potentiels atrocités de masse et génocides », en alertant le président. Il préfigure ainsi les outils politiques, économiques et militaires pour la « prévention ». Dans ce cadre, le Département de la défense est en train de développer « des principes opérationnels ultérieurs, spécifiques de la prévention et de la riposte aux atrocités ». Dorénavant ce sera l'*Atrocities Prevention Board* qui préparera le terrain à de nouvelles guerres. Et il est déjà au travail : face à l' « indicible violence à laquelle est soumis le peuple syrien, nous devons faire tout ce que nous pouvons », a déclaré le président Obama, en soulignant qu'aujourd'hui comme dans le passé, « la prévention des atrocités de masse constitue une responsabilité morale fondamentale pour les Etats-Unis d'Amérique ». Dommage que l'*Atrocities Prevention Board* n'ait été créé que maintenant. Sinon il aurait pu prévenir les atrocités de masse dont est constellée

l'histoire étasunienne, à commencer par le génocide des populations autochtones nord-américaines. Il suffit de nous souvenir, en nous limitant aux cinquante dernières années, des guerres contre le Vietnam, le Cambodge, le Liban, la Somalie, l'Irak, la Yougoslavie, l'Afghanistan, la Libye ; les coups d'état orchestrés par les Usa en Indonésie, Chili, Argentine, Salvador. Des millions de personnes emprisonnées, torturées et tuées. Pour prévenir d'autres atrocités, l'*Atrocities Prevention Board* devrait livrer à la justice les responsables, impunis, des tortures et meurtres à Abu Ghraib, à Guantanamo et dans des dizaines d'autres prisons secrètes de la Cia. Il devrait aussi joindre aux actes les vidéos avec lesquelles les soldats étasuniens documentent, pour s'amuser, le meurtre de civils en Afghanistan^{[1][1][1]}, que le Pentagone a essayé d'abord d'occulter puis de minimiser. Que Samantha Power les regarde bien, ces vidéos, pour comprendre ce qu'est vraiment une « atrocité de masse ».

Manlio Dinucci

^{[1][1][1]} Voir <http://www.rollingstone.com/politics/news/the-kill-team-20110327>

Mardi 1er mai 2012

Edition de mardi 1er mai 2012 de *il manifesto*

<http://www.ilmanifesto.it/area-abbonati/in-edicola/manip2n1/20120501/manip2pg/14/manip2pz/322008/>

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

Source : Marie-Ange Patrizio

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19